

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 26 ET LUNDI 27 FEVRIER 1978 - N° 642

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

POLOGNE

OPPOSANTS EN PRISON

Une nouvelle fois, les arrestations d'opposants se multiplient en Pologne : à Varsovie, quatre personnes, parmi lesquelles Adam Michnik et l'écrivain Kijowski, ont été arrêtées dans la nuit de jeudi à vendredi ; Kijowski a été libéré, mais Michnik a été isolé de ses compagnons et on ne sait rien depuis sur son sort.

D'autres arrestations ont eu lieu, à Lublin, ainsi qu'à Wrocław, où la police a investi un appartement et arrêté huit étudiants du «Comité de solidarité», qu'ils ont emmenés après avoir confisqué livres, brochures et machines à écrire.

Il semble que le gouvernement de Gierk ait décidé de porter un coup sévère aux activités de la «société des cours scientifiques», regroupement d'intellectuels opposés au régime, créé récemment et donc Michnik et Kuron sont membres. Ils avaient notamment organisé une série de cours en rupture avec l'enseignement officiel, et il semble bien que le gouvernement ait voulu empêcher ces cours.

La Pologne est, de tous les pays révisionnistes, sans doute, celui où l'opposition au régime a pris la tournure la plus aiguë. Si les intellectuels se retrouvent massivement dans l'opposition, celle-ci s'est organisée également dans les usines, surtout depuis l'explosion sociale d'URSS. Récemment, un «comité ouvrier» de Katowice a lancé un appel à tous les travailleurs pour constituer des «syndicats libres» afin de s'opposer à la toute puissance de l'appareil gouvernemental et du parti, et le régime de Gierk ne peut que s'inquiéter d'une telle effervescence qui met en cause la domination de la nouvelle bourgeoisie.

PRIX: L'INDICE ELECTORAL

- Hausses en février : elles ne seront publiées qu'après les élections
- Indice CGT : le double de celui de Barre

Officiellement, la hausse des prix en janvier n'a été que de 0,5 %. Le rythme de hausse annuel ne serait plus également que de 5 % (au lieu de 10 %

environ). A quinze jours des élections, ces chiffres viennent à point nommé pour conforter quelque peu la «majorité».

Mais le trucage est

évident. D'une part, les indices de la CGT, au cours des trois derniers mois, sont le double de ceux du gouvernement. D'autre part, une série de hausses (lait, beurre, fromages, essence, mobilier...) avaient été reculées par le gouvernement jusqu'au premier février : leur répercussion sur l'indice ne sera connue qu'après les élections.

Au reste, on se souvient de la dénonciation par les syndicats de l'INSEE de la manipulation des chiffres.

Mais, le principal résultat revendiqué par le premier ministre, c'est bien le blocage des salaires. Certes, en affirmant qu'un relèvement important du SMIC serait payé en «monnaie de singe», le «meilleur économiste» a mis le doigt sur la réalité de la politique de la soi-disant gauche. N'empêche qu'avec lui, la monnaie de singe, nous l'avons dès aujourd'hui.

Le 26 février Meetings de l'UOPDP



à Paris

De 14 heures à 18 heures, Salle A de la Mutualité.

Rennes

De 14 heures à 18 heures, Pavillon des Lices.

Lille

17 heures, salle du Conservatoire, place du Concert.

FOUILLES POLICIÈRES

Le feu vert de la justice



Michel Trignol condamné

500 francs d'amende, un mois de prison avec sursis : c'est le prix que la 24^e Chambre correctionnelle a jugé bon d'infliger à Michel Trignol, «coupable» d'avoir voulu faire respecter la loi en refusant à la police le droit de fouiller le coffre de sa voiture, lors des contrôles mis en place pour les affaires Empain et Maupetit.

Le tribunal a ainsi, en dépit de l'avis du conseil constitutionnel, créé un précédent juridique, en retenant dans le cas de Michel Trignol la procédure de flagrant délit. La police a désormais le champ libre pour se livrer en toute impunité aux fouilles systématiques de véhicules.

PC-PS : portes entrebâillées

Les formules employées jeudi soir de part et d'autre par les frères ennemis Mitterrand et Marchais laissent entrevoir, comme c'était prévisible, la possibilité d'une négociation au finish entre les deux tours.

Lire en page 3

Le responsable PCF de Chausson

«Si on ne développe pas les centrales nucléaires, je prendrai ma peau de bête et je finirai dans les cavernes»

Lire en page 5

Tunisie : Congrès du syndicat fantoche

C'est samedi que doit avoir lieu le Congrès de l'UGTT, un Congrès monté de toutes pièces par le régime de Bourguiba qui maintient en prison la direction et des centaines de militants du syndicat. Le premier ministre Nourri a envoyé des invitations dans le monde entier ; mais, la caution à cette imposture sera sans doute des plus minces.

L'UOPDP dans la bataille de 78

Aujourd'hui, nous présentons les candidats de la Saône et Loire (5^e circonscription), de l'Yonne (2^e circonscription), de la Somme (5^e circonscription), de Paris (2^e circonscription) en pages 8 et 9

Accord PS-MRG : le PS de Cognac mécontent

Les accords nationaux conclus par les directions nationales du PS et du MRG ont soulevé le mécontentement de certaines sections socialistes. Pour exemple, ce qui s'est passé à Cognac jeudi :

Fabre était à Cognac pour soutenir la candidature de Buinviq, candidat des Radicaux de gauche. A la suite de l'accord conclu avec Mitterrand, il avait été décidé que les socialistes se désisteraient dans cette circonscription en faveur d'un candidat MRG. Mais la section de Cognac comptant plusieurs militants du CERES, ne l'a pas entendu de cette oreille, elle est venue manifester son mécontentement devant le restaurant où Fabre et les notables locaux s'apprêtaient à dîner. Le candidat socialiste, son suppléant, et un conseiller général socialiste accompagnaient les manifestants. Motifs des mécontentements : ils considèrent la candidature « antidémocratique » et « autoritaire », ne pouvant pas représenter les intérêts des gens du pays ; ils sont convaincus que le candidat radical est lié à la Banque de Paris et les Pays-Bas.

FO divisé vis-à-vis du PS

Le bureau confédéral du syndicat jaune FO a violemment réagi devant l'appel lancé par certaines sections FO à voter PS. Il considère que cette position de militants « se réclamant de quelques organisations FO du secteur public et nationalisé » est « en violation de toutes les dispositions statutaires et place les auteurs en marge des règles de l'organisation ».

Police « progressiste » : à Lyon, c'est la fonte....

Après la déclaration de Séguy appelant à voter pour le PCF, la « police démocratique » (celle syndiquée à la CGT) s'affole : où va-t-on ? Selon un communiqué publié dans *Dernière Heure*, 80 % des effectifs de la section lyonnaise auraient démissionné en masse. Il ne s'agit pas seulement d'aller s'inscrire à un autre syndicat ; parmi les démissionnaires, les divergences politiques semblent très fortes : cela va de la droite à la gauche en passant par toutes les nuances. Une chose au moins est sûre : en jouant trop légèrement sur sa double appartenance, Séguy n'a pas fait un bon calcul !

Le PS à l'écoute

Georges Freche, député PS et maire de Montpellier, est inquiet : il a dénoncé au cours d'une conférence de presse le climat « pré-fasciste » qui, selon lui, se développe dans la ville. En particulier, se développeraient actuellement les menaces anonymes téléphoniques, contre des progressistes, des israélites, des gens du Maghreb. Et dans un bel enthousiasme, M. Freche s'est exclamé : « Je m'adresse au Préfet. C'est à lui de faire respecter l'ordre républicain. A qui servent les écoutes téléphoniques légales ? »

Voudriez-vous nous faire croire que vous ne le savez pas ?

Paradis suisse

En huit mois la cote du franc suisse par rapport au franc français s'est élevée de 33,6 %. Ces derniers jours, la monnaie helvétique vient encore de connaître une nouvelle envolée. Le dollar est encore plus menacé par rapport à cette devise. Aussi, les autorités monétaires suisses viennent de prendre une série de mesures pour ralentir l'afflux de capitaux. Les mesures contre les dépôts étrangers déjà édictées en 74, ont été renforcées ; le taux de l'escompte a été abaissé à 1 %, ce qui constitue un record dans l'histoire boursière. Enfin, il semble que la banque centrale soit intervenue massivement pour soutenir le cours du dollar, que les Etats-Unis continuent à laisser chuter librement pour favoriser leurs exportations.

PC-PS :

LES PORTES ENTREBAILLÉES DE L'ENTRE-DEUX TOURS



De petite phrase en petite phrase, la polémique entre les deux fractions de la gauche continue d'aller son train, au fil des réunions publiques et des interviews où les leaders tiennent la vedette. Cette politique-spectacle, par l'intermédiaire de laquelle s'est jouée la lutte d'influence entre le PC et le PS, commencerait-elle, sans abandonner pour autant d'ici le 12 mars les invectives réciproques, à préparer le terrain pour un compromis électoral qui reste probable ? C'est ce qu'on peut se demander après les dernières déclarations de Marchais et Mitterrand.

Glissements, un mot en remplaçant un autre : c'est ainsi, dans des nuances de vocabulaire beaucoup plus destinées au partenaire qu'au grand public, que se jouent les rapports Mitterrand-Marchais. Vendredi soir, les deux leaders, chacun de leur côté, y sont allés, au cours de réunions publiques, de leur petite ambiguïté savante. Côté PCF, d'abord. Marchais n'a pas manqué de réaffirmer : « F. Mitterrand persistant dans son refus, c'est de vous que tout dépend » : nouvel appel à voter PCF pour « un vrai

changement ». Mais, dans le même temps, le secrétaire général du PCF insistait : « Non, ce n'est pas trop tard pour l'union, ce n'est pas trop tard pour l'accord ». L'insistance sur la « réactualisation » était moins nette que ces dernières semaines.

Quant à Mitterrand, on se souvient qu'il avait jusqu'ici officiellement rejeté toute négociation entre les deux tours sur le programme et la composition du gouvernement. Or, le voici qui dit maintenant : « L'appel en faveur du candidat unique pourra parfaitement donner les lignes de force qui, après le 19 mars, dans l'éventualité d'une victoire de la gauche, marqueront les temps nouveaux ». La porte n'est donc pas fermée à une discussion définissant les grandes lignes du programme de gouvernement entre le 12 et le 19 mars. Fait significatif : *l'Humanité* de samedi matin se gardait de faire allusion à ces propos. Est-ce pour éviter d'avoir à les critiquer, ou pour se donner le temps d'en apprécier la portée politique ? On cherchera lundi matin, dans l'organe central du PCF, la réponse à la question.

Saint Etienne : LES SOUS-MARINS EN CAMPAGNE

Saint Etienne Sud (circonscription comprenant notamment les quartiers de la Métane, La Rivière, Salaure... et où se trouve Manufrance) est âprement disputée. Les candidatures abondent (12), mais en fait on va vers une triangulaire au premier tour : Neuwirth (RPR, député sortant), Thomas (PCF, président de l'Université), Vermin (PS, premier adjoint, administrateur de Manufrance). Qui des candidats de gauche affrontera Neuwirth au second tour ?

L'enjeu stimule toutes les imaginations. La marge, étroite, appelle de multiples manœuvres entre les partenaires et rivaux de la gauche désunie ! Au point que les eaux de la circonscription voient poindre le périscope de bien étranges sous-marins : Dusart, « radical socialiste indépendant » (mutilé du travail) et

Fulchiron, « écologiste » sans étiquette... On murmure de plus en plus fort sur les places stéphanoises que ces deux « indépendants » seraient en effet bien amarrés... rue Courcelin (siège fédéral du PCF de la Loire). L'un d'eux est conseiller municipal de Sanguedolce et très lié au PCF dans le cadre de la fédération des Mutilés du Travail. Quant à Bruiro Fulchiron, il est récusé comme « écologiste » par tout ce que la Loire connaît d'associations authentiques, de défense de la nature et de l'environnement. Dans un communiqué, les Amis de la Terre de Saint-Etienne faisaient part dès jeudi 23 février, de leur « stupéfaction » devant cette candidature ; ils protestaient contre « une opération de diversion montée de toute pièce pour égarer sur un pseudo-candidat vert, le maximum

de voix ». Ils appelaient enfin (à juste titre) à « ne pas être dupes d'un titre et d'un label usurpés ». La liste de candidats Ecologie 78 de la Loire rappelait, elle, de son côté, que jamais ce monsieur Fulchiron n'avait bénéficié de son soutien. Du côté de l'UEC, on est plus discret car on semble avoir bien connu ce candidat autre-

fois. D'ailleurs à qui pouvait bien profiter le détournement de voix « écologiques » ou « radicales » sinon au professeur Thomas, continuant PCF de l'urbanisme « à la Durafour » dans la nouvelle municipalité ? A St Etienne décidément, l'Union de la gauche a de bien belles lézardes !

Corres. St Etienne

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Manifeste de la LCR

LA MOUCHE DU PROGRAMME COMMUN

● La Ligue Communiste Révolutionnaire (trotskyste) vient de publier un livre au titre alléchant. Cela s'appelle : *Oui, le socialisme !*. Un socialisme qui prend l'aspect d'un long catalogue de revendications, une sorte de programme de gouvernement mode LCR, panaché de quelques analyses sur la lutte des femmes, les droits des soldats, la crise...

Pas d'avancée sur ce que pourrait être le socialisme en France, dans un pays industrialisé ; mais en revanche, une reprise très détaillée des propositions du Programme commun de la gauche, « améliorées » et « corrigées ».

Or, ces améliorations ou corrections se présentent la plupart du temps comme une position de compromis avec les thèses révisionnistes. L'introduction pourtant laissait espérer mieux : on nous y parlait de « choix entre la capitulation et la lutte », on y affirmait qu'« entre les deux, il n'y a pas de repla- trage, de demi-mesures, d'étapes possibles ».

Mais qu'est-ce d'autre qu'une « étape » qui nous est ensuite proposée ? La LCR propose en entrée « un plan ouvrier face à l'austérité ». S'agit-il d'objectifs de lutte ? Oui, mais pas seulement. En décrivant les prétendues « solutions ouvrières à la crise », la LCR se ramène avec un

arsenal de mesures soi-disant « non intégrables ». Ces mesures ne sont autres que celles proposées par Trotsky en 1923, dans son « programme de transition » : échelle mobile des salaires et des heures de travail, nationalisations sans indemnité sous contrôle ouvrier...

Dans quel cadre ces mesures seront-elles appliquées et par qui ? La réponse est implicite : la LCR attend tout cela d'un gouvernement du PS et du PCF, qualifiés de « partis ouvriers », débarrassés de leurs alliés « bourgeois », c'est-à-dire des radicaux de gauche. Dans cette logique, toutes les mesures préconisées par le Programme commun reçoivent un soutien de fait : c'est un « oui mais » permanent. Le Programme commun ne serait pas un programme bourgeois, il serait simplement en retrait sur les nécessités de l'heure, il suffirait de le pousser un peu.

C'est ainsi que le « manifeste » de la LCR consacre un chapitre à la nécessité d'abroger la Constitution de 1958. Motif : « La plupart des mesures contenues dans le Programme commun relèvent des matières énumérées par l'article 34 » et peuvent comme telles être stoppées par l'intervention du président de la République.

Ainsi, à côté d'un certain nombre de revendications nées dans les mouvements de masse, luttes d'usines, des jeunes, des femmes, et alors que ces revendications ne pourront être satisfaites qu'autant que le rapport de force en faveur des masses l'imposera, le programme trotskyste se fixe pour but un certain nombre de mesures institutionnelles, au terme desquelles on ne serait pas encore en système socialiste, mais déjà plus vraiment

en système capitaliste. La réalisation de cette « rupture », la LCR l'attend finalement des partis bourgeois de la gauche. Quelle différence fondamentale y a-t-il entre ce raisonnement et celui du PCF ? Dans ce programme où le mot « travailleurs » revient sans cesse, la confiance dans les capacités de la classe ouvrière est singulièrement absente. C'est ainsi que l'on apprend page 59 qu'« il faudrait être capable de proposer immédiatement des solutions permettant à la classe ouvrière de disposer de plus d'avantages et de droits qu'aujourd'hui. A l'évidence, le niveau de mobilisation des travailleurs ne le permet pas. » Cette démarche conduit tout naturellement à se jeter dans les bras des états-majors qui usurpent le titre de « représentants de la classe ouvrière ». Jouant la mouche du coche du « programme commun », la LCR s'engouffre avec d'autant plus de satisfaction dans cette voie que les révisionnistes ont depuis quelques temps l'oreille tendue de son côté.

Suzanne VALLÉE

Strasbourg : meeting UOPDP

Communiqué de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie prolétarienne

Au cours de ce meeting, seront exposés les propositions de l'UOPDP : construire un mouvement autonome des travailleurs pour faire face à l'après mars 78, être en mesure de lutter pour la satisfaction de nos revendications sans s'en remettre aux partis de droite ou de gauche.

C'est pourquoi l'UOPDP appelle à l'abstention au 2^e tour. Prendront également la parole à ce meeting, les travailleurs de Clark, Général-Motors, FACM (Mulhouse) ainsi qu'un animateur de Radio Verte Fessenheim. Le meeting sera suivi de deux débats : l'un sur les récentes luttes ouvrières en Alsace (Schlumpf, Roth), l'autre sur les luttes anti-nucléaire.

Dans quel but ?

Où, dans quel but Giscard a-t-il reçu jeudi à sa table l'équipe de France de football qui doit se rendre en Argentine au mois de juin pour les championnats du monde ? Ces derniers temps, le président de la République qui, depuis son discours sur le « bon choix », se donne l'air de ne pas participer à la campagne électorale, saisit n'importe quelle occasion pour faire parler de lui. Naturellement, il compte bien que les quelques succès remportés ces derniers temps par l'équipe nationale rejailliront, après cette réception, sur la popularité de la « majorité ».

Barre sera-t-il ballotté ?

Selon un sondage publié par *Le Progrès* et réalisé par l'IFOP, Barre sera mis en ballottage dans la circonscription de Lyon où il se présente. Ses deux principaux adversaires — au niveau du score — sont le socialiste Vianès et l'écologiste Dupupet. Les 502 personnes sondées ont donné les réponses suivantes : en ce qui concerne les intentions de vote, Barre : 46 %, Vianès : 24 %, Mognon (PC) : 12 %, Dupupet : 9 %. 13 % des électeurs déclarent ne pas savoir encore pour qui ils vont voter.

Le sondage révélerait par ailleurs que de nombreux électeurs écologistes ont l'intention de se désister pour le PS au second tour. Les 14 candidatures de la circonscription n'empêchent pas la poussée de la gauche puisque celle-ci frise les 38 à 40 % (contre 35 % en 73). De la même manière, les 56 % de Barre au second tour ont mauvaise mine comparés aux 63 % que Giscard avait réunis en 1974 au second tour...

Quel est l'objectif de ce sondage ?

Reflète-t-il la réalité ou vise-t-il à mobiliser les candidats et l'électorat de droite, et éventuellement à susciter des désistements avant le premier tour parmi les candidats de droite ? On comprend que la bourgeoisie ait le pouvoir s'affaire. De quoi aurait l'air la droite si Barre était élu de justesse dans ce qui était considéré pour lui comme une « bonne circonscription ».

Hersant et l'OAS

Le Figaro, version Hersant, ne passe pas un jour sans se surpasser. Samedi, c'est à Pierre Laguillaude qu'il ouvrait ses colonnes. Au temps de la guerre d'Algérie, ce personnage s'était largement fait connaître comme un des dirigeants les plus en vue des colons fascistes de l'OAS. Aujourd'hui, dans un article violemment anti-communiste, il évoque, pour le condamner encore, le nom de Fernand Yveton, militant communiste guillotiné par Mitterrand pour avoir participé au combat libérateur du peuple algérien. Comme il y a une explication politique même aux pires bassesses, il faut signaler que la « majorité » s'inquiète aujourd'hui de voir nombres d'anciens colons ralliés au PS par une nouvelle association de « rapatriés » le RECOURS. Alors, on fait donner les « vieilles figures ».

Corres. LIEVIN

LE SMIC AUX ENCHERES

Subitement, tout le monde découvre qu'on ne peut pas vivre avec le SMIC ! Certains préfèrent nier l'évidence, tel Ceyrac pour qui « le SMIC n'existe pas ». Beaucoup plus surprenant est le « remord » tardif de Jean-Pierre Soisson : il vient de s'aviser qu'augmenter le SMIC est vraiment une bonne idée électorale : « Au cours de la prochaine législature, a-t-il déclaré à RTL, nous aurons à augmenter le SMIC dans les proportions les plus élevées que l'économie française puisse supporter. Et je m'étonne parfois de voir la bataille s'engager autour du chiffre de 2 400 F. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que nous accepterions par avance un chiffre avancé par les syndicats ? Je dis simplement qu'au cours de la prochaine législature, le SMIC ira beaucoup plus loin que 2 400 F, et il ira dans des conditions qui soient compatibles avec l'effort des entreprises ».

Voilà qui vient à point, après les déclarations de

J.J. Servan-Schreiber proposant de porter le SMIC à 2 400 F ! La droite moribonde a choisi de porter le débat contre la gauche sur le thème : « Mesures sociales ? La droite vous en donne plus » et de mettre l'accent, une fois de plus, sur le « sérieux » des promesses gouvernementales, opposé à la « démagogie des « apprentis sorciers » de la gauche, qui paieront en « monnaie de singe » comme dit le premier ministre.

D'un côté, une droite qui depuis dix ans, a fait tout ce qu'elle a pu pour reprendre aux travailleurs les augmentations conquises dans les luttes, de l'autre une gauche dont les partenaires s'envoient le SMIC à la tête pour dissimuler leurs projets d'austérité... Les manœuvres, les OS, la plupart des jeunes et des femmes, tous ceux qui sont payés au SMIC, ne trouvent pas leur compte dans ces « assauts » menés en leur nom.

A Liévin : la mairie de gauche applique sa « démocratie »

Dimanche à minuit, la mairie s'est fait apposer des panneaux portant la mention « panneaux réservés » ; en bois, très élevés, ils occupent une bonne place, derrière les panneaux électoraux en général, dans les endroits les plus passants et les plus visibles de Liévin. Ces panneaux ont juste la dimension d'une affiche, préparée d'avance, affiche que le maire y a d'ailleurs fait apposer, sans souci cette fois, de la légalité.

Pour tout ce qui n'est pas candidat de la même couleur que la mairie, il est très difficile d'obtenir des salles de réunion. Le secrétaire général de la mairie déclare qu'il faut faire les mêmes démarches qu'en dehors de la période électorale : il n'y a pas plus de facilités. « Déposez donc une demande écrite à M. le Maire, il vous répondra dans les plus brefs délais... Un préau d'école ? Vous n'y pensez pas ! Il faut l'autorisation du recteur de l'académie, outre celle du maire, déclare encore la municipalité. Que les préaux servent tradi-

tionnellement aux réunions électorales, cela ne l'embarrasse pas du tout.

A Calonne, quartier de Liévin, il est impossible, paraît-il, d'avoir une salle, pas même celle de l'ancien cinéma. Tiens ? Comment ça ? Elle avait pourtant servi, il n'y a pas si longtemps, en décembre à l'association « France-Pologne », animée par la municipalité, avec participation du maire... Mais pour les candidats révolutionnaires, il faut courir du propriétaire au commissariat, puis à la sous-préfecture, de nouveau à la mairie, de nouveau au propriétaire, pour finalement essuyer un refus ! Ailleurs, à la salle Copernic, salle municipale de Calonne, qui appartient, paraît-il à l'amicale laïque : faites une demande écrite au président de l'amicale ! S'il vous donne son autorisation, vous n'aurez plus qu'à demander au maire la sienne, par écrit ; il ne manquera pas de vous répondre ! Juste le temps de laisser passer les élections ; en ce moment, il est très occupé !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Communiqué de l'AFRPN

(Association Fédérale Régionale pour la Protection de la Nature)

260 000 arbres vont tomber dans la forêt de la Harth, sur un front de 200 mètres de large et sur 11 km de long. Pour une autoroute qui doit relier Mulhouse à une zone industrielle rhénane de 10 km 2 (1 000 ha), parallèlement à 2 routes existantes, routes droites qui ne franchissent aucune agglomération, parallèlement aussi à une voie ferrée. La forêt de la Harth est amputée de 69 ha par an, depuis 20 ans. Qu'en restera-t-il demain si nous ne réagissons pas aujourd'hui ?

Un recours a été déposé devant le conseil d'État en janvier 77. Exigeons l'arrêt des travaux jusqu'à une décision de la justice !

Rassemblement sur le chantier
(route de Chalambé, à l'Est et l'usine Peugeot)
DIMANCHE 26 février à 14 h 30
Prenons notre vie en mains !

Appel contre l'expulsion de Saïd Jertila

Nous nous élevons contre toute mesure, qui tend à soustraire aux travailleurs immigrés les droits de tout travailleur et porter ainsi atteinte à leur dignité.

Nous nous élevons contre la séparation forcée des familles, contre les internements « administratifs » (Arenç), contre toute expulsion et contre tout ce qui tente de faire des travailleurs immigrés des otages économiques, dont on se débarrasse après leur avoir soutiré leur rançon de travail et de vie.

Nous réclamons l'annulation de l'arrêté d'expulsion qui a été pris contre

M. Saïd Jertila, ouvrier tunisien en France depuis 7 ans.

Nous soutenons l'appel du comité contre l'expulsion de Saïd Jertila à la délégation devant le ministère de l'Intérieur le lundi 27 février à 14 heures.

L'appel est signé par une trentaine de personnalités parmi lesquelles M. Beauvillard, F. Chatelet, R. Davezios, A.P. Lentin, M. Reberioux, J.P. Sartre, M. Guéguin, P. Halbwachs, P. Merlin, M. Oger, J.M. Vincent, S. Vincent Vidal... ainsi que par la Ligue des Droits de l'Homme, l'URP CFTD la CIMADE, la FASTI, le GISTI et le CUFI.

La religieuse meurtrière

Le scandale du silence...

Ce n'est pas moins de trente assassinats qu'aurait commis la religieuse Godfrieda, à Wetteren en Belgique, et ce, avec le silence complice de la direction de l'hospice où elle exerçait comme infirmière en chef. Plusieurs de ses subordonnées et un médecin de cet établissement auraient fait part en 1977, des étranges comportements de la « bonne sœur ». La direction du centre aurait eu comme seule réponse : « Ne dévoilez rien de cette affaire où vous serez accusés de complicité. Si vous en parlez à la police, vous aurez votre préavis ». Le conseil d'administration composé de notables et de commerçants, « les échivins », préféreraient imposer le silence, plutôt que de perdre leurs fauteuils à

la suite des révélations qui auraient pu être faites. Ils n'ont fait que retarder l'échéance de la découverte de leur complicité dans les meurtres commis par cette religieuse qui avait tout oublié des principes de la vie monacale, et perpétrait ses crimes pour s'assurer quelque confort « mi-bas ». Le scandale apparaît d'autant plus grand, que la principale accusée est une religieuse qui a agi dans son intérêt personnel, en l'occurrence pour se procurer des stupéfiants, ainsi que des produits de luxe. Mais lorsqu'il s'agit du manque de soins, et ce, par dizaine, de la rentabilisation des hospices où sont parqués les vieillards, jugés « improductifs », on met moins d'énergie à dénoncer ces crimes !

Gaz de France : 6^e décès

LA CGT ACCUSE

Une sixième victime, une concierge de l'avenue Lamballe, vient de décéder des suites de ses blessures occasionnées par les explosions dues aux fuites de gaz dans le 16^e arrondissement de Paris. Alors que la direction de Gaz de France entretient le silence sur les véritables responsabilités de la catastrophe, une cité scolaire de Montrouge, dans la région parisienne, est privée de gaz depuis lundi. L'administration a du céder devant l'intransigeance des enseignants et des élèves qui ont appris « par hasard »

qu'il y avait un « problème » de gaz dans la cité.

Ce groupe scolaire (un CES, une SES, un lycée) construit sur un type de construction modulaire du genre Pailleron, connaît en effet de nombreuses dégradations dues aux conditions de fabrication fantaisistes. Une commission de sécurité constatait au cours d'une visite effectuée lors du premier trimestre 77/78 que des fuites de gaz étaient possibles à tout moment, au vu de l'état de délabrement des dites conduites. Le ré-

sultat de l'enquête restait confidentiel !

Les enseignants et les élèves ne l'apprendront que par l'interdiction de fumer dans l'établissement qui leur est faite à la suite d'une demande de salle, le vendredi 17 février ! Les professeurs et les élèves refusent de poursuivre les cours dans cette poudrière en sursis.

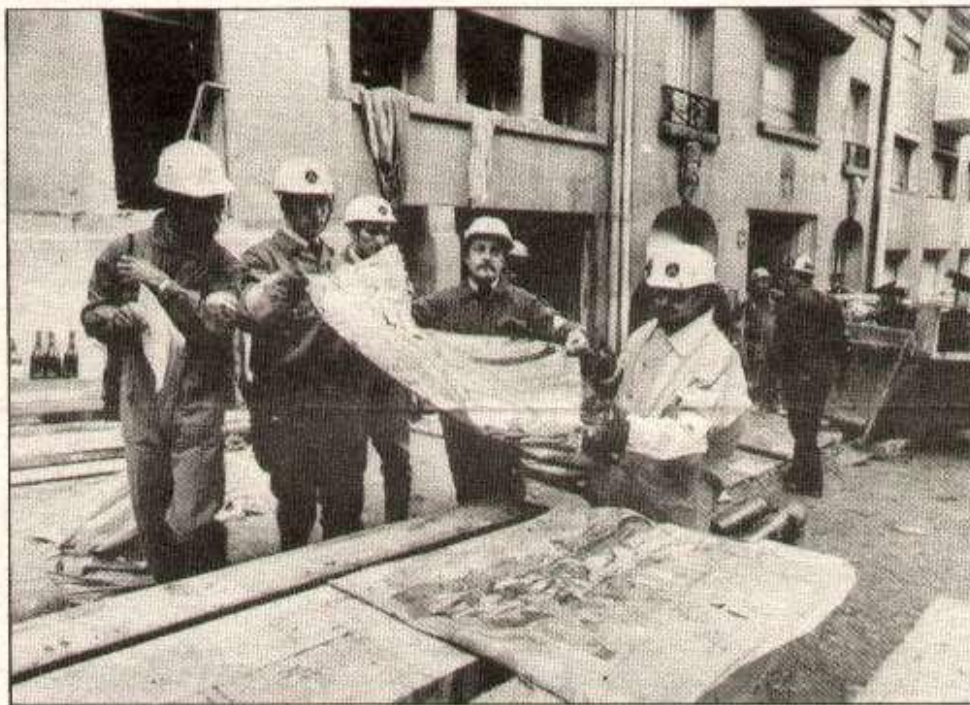
Les cours reprennent le lundi, le gaz étant coupé. Ainsi, le rectorat et l'administration n'avaient pris aucune mesure face à

l'énorme danger qui menaçait depuis plusieurs mois dans cette cité. Une catastrophe aurait eu lieu que l'on aurait trouvé le moyen de s'en étonner ! Ou de parler de fatalité, comme lors de l'accident du 16.

A ce propos, la CGT accuse, dans une conférence de presse, la direction Gaz de France : « Les effectifs en matériel et en personnel sont insuffisants. Pourtant, la direction fait la sourde oreille à nos revendications. Nous avons pu établir que les effectifs de Gaz de France sur Paris sont insuffisants de 50 %. Entre les années 1968 et 1975, les ventes de gaz ont été multipliées par 3,4, les effectifs, eux, ont été diminués de 2 %. Il y a 1 600 000 abonnés à Paris et seulement 1 000 agents. Il y a 2 390 kilomètres de conduites de gaz à Paris. Le réseau, très hétéroclite, est particulièrement exposé. La pression dans les conduites et les dimensions des canalisations sont très différentes. Les règles de sécurité au moment de la pose des conduites, effectuées par des services privés, laissent souvent à désirer ».

Nul doute que la direction Gaz de France cherchera à réfuter ces arguments, mais le souci de rentabiliser ce secteur et le mépris des populations qu'elle a toujours manifesté ne font qu'apparaître plus crûment !

Les travaux de déblaiement se poursuivent



Dauphine : RÉPRESSION APRES LE BOYCOTT DES EXAMENS

• Deux étudiants menacés de poursuites en justice, des enseignants dont l'administration « veut la peau », le bar et le ciné-club de l'association culturelle interdits : telles sont quelques une des « retombées » répressives du boycott des examens à Dauphine, mardi et mercredi derniers.

Tout avait commencé par un oukaze de Saunier Seïté en septembre 77 : abolition du « statut expérimental » de Dauphine. Conséquence immédiate : 20 % d'examens au minimum au lieu du contrôle continu intégral. Conséquence à terme : de nouveau les cours en amphitheâtre au lieu du travail en petits groupes, de nouveau l'uniformisation hiérarchique du corps enseignants, sous la houlette des profs les plus réactionnaires.

Mais le conseil d'UER 1^{er} cycle, sous la direction du très PCF Gauvin, ren-

chérît : ce sera 50 % d'examens au minimum ! Les épreuves auraient lieu dans le centre d'examens inter-fac d'Arcueil et ne seraient surtout pas corrigées par les assistants qui suivent les étudiants en contrôle continu ! Alors qu'en 2^e cycle, les modalités d'examen permettent de ne rien changer, en fait, au contrôle continu.

Face à l'offensive du ministre actuel et aux ardeurs hyper-sélectionnistes de l'apprenti ministre Gauvin, les étudiants réussissaient, le 4 février, un boycott massif à Arcueil, face aux flics.

Le 6, Gilli, président (giscardien) de l'université, pas fâché d'avoir l'air plus libéral qu'un homme du PCF, acceptait les examens à Dauphine et semblait prêt, dans la foulée, à céder sur le reste. Malheureusement, la ligne suivie par le comité d'action n'a pas permis de concrétiser le rapport de force. Mardi, la coupure était visible avec la masse des étudiants, hostiles aux examens mais désorientés.

Une bousculade avec les flics massés devant la fac et les vigiles qui infestaient l'intérieur motivait la décision des enseignants SNESup (gestion) et SGEN de ne pas assurer la surveillance des épreuves. Il se révélait alors que la présidence de l'université avait engagé a priori des « vacataires » rectoraux, dont certains se procl-

maient vigiles, d'autres policiers, pour surveiller les épreuves ! Des altercations s'ensuivirent entre ces individus et les enseignants ; le secrétaire général, membre du PS, insultait et menaçait des enseignants syndiqués ; un bataillon de 12 vigiles faisait la chasse à tout ce qui avait l'air contestataire, en arrachant les cartes de ceux qui étaient attrapés.

Enseignants et étudiants se réunissaient alors pour riposter aux menaces de l'administration et poursuivre l'action. Beaucoup pensent à l'heure actuelle que l'administration voulait, par ses provocations, créer les incidents et justifier un retour des examens à Arcueil dans les conditions les plus répressives.

Correspondant

UNE MONTAGNE DE MILLIARDS CONTRE UN BARON

● Le bruit court avec de plus en plus d'insistance : le baron Empain serait libéré en échange d'une montagne de milliards. Huit milliards d'anciens francs en tout, dont trois seraient versés par sa famille et cinq par l'empire bancaire et industriel Empain Schneider...

Les tractations semblent être l'œuvre de véritables professionnels, jouant leur partie comme des rois du poker. Ils seraient environ une dizaine, se relayant à chaque fois pour prendre contact avec Maître Badinter, l'avocat du baron. Des gens, semble-t-il pleins de sang froid et d'un calme à

toute épreuve, le même calme dont ils ont fait preuve au moment de l'enlèvement. Se méfiant des tables d'écoute, ils appellent plusieurs voisins de l'immeuble de M^e Badinter au téléphone pour leur demander d'aller chercher M^e Badinter et lui fixer un rendez-vous, à l'écart des oreilles indiscretes...

UN MILLIARD SUR LA TABLE

La rançon demandée est énorme (s'il avait fallu la livrer en petites coupures, il ne faudrait pas moins d'un train spécial). Certains affirment que leurs ravisseurs, issus peut-être du milieu lyonnais, auraient profité de la passion du baron pour le poker, qui l'amenait à affronter des partenaires de jeux de tous bords : vedettes de cinéma (Montand avait joué contre Empain), PDG et aussi des ferrailleurs lyonnais. De mauvaises langues disent que la conclusion d'une de ces parties de poker à Megève contre les Lyonnais finit par atteindre la somme incroyable d'un milliard, gagnée par le baron, que cela n'aurait pas été du goût de ses partenaires, qu'ils n'auraient pas trouvé le jeu bien régulier, qu'ils auraient pu être tentés de tirer vengeance de leurs déboires.

En l'absence de toute information fournie par la police, les spéculations les plus diverses vont bon train : les truands seraient connus de la police, ils ne chercheraient même pas à cacher leurs identités et l'importance de la rançon serait non seulement fonction de la richesse d'Empain mais aussi de ce qu'ils pourraient raconter tout haut de gênant...

LA RESTRUCTURATION DU «MILIEU»

La famille Empain aurait réuni la somme de trois milliards anciens en vendant quelques propriétés, bijoux et objets précieux, et paraît-il, le 33 avenue Foch, adresse décidément trop connue désormais.

Pour se faire transmettre la somme, les gangsters auraient mis au point un système complexe de jonglerie bancaire pour faire passer les frontières à l'argent, par toute une série de relais : à l'évidence, œuvre de professionnels ayant mûri depuis longtemps leur coup. Depuis quelques temps, le milieu connaît en effet une crise qui l'oblige lui aussi à se restructurer et à renouveler ses méthodes. Le proxénétisme voit baisser ses recettes, les hold-ups deviennent plus problématiques avec les flics qui ont le doigt de plus en plus nerveux sur la gâchette. Les gangsters tournent leur regard vers «l'école italienne», où le crime devient une industrie de plus en plus sophisti-

quée, et l'enlèvement désormais une tradition.

L'OBSCURITÉ

La famille Empain et la police ont donc fort à faire pour ne pas être complètement «battus» par les ravisseurs. La famille veut récupérer le baron avec sérénité si possible. La police, elle, a besoin d'un succès, d'un beau «coup de filet» pour ne pas être discréditée, surtout après l'extraordinaire dispositif de contrôle mis en place dans la région parisienne jour et nuit. D'ores et déjà, quelques petits «malfrats» arrêtés lors de ces opérations «coup de poing» seraient «sollicités» pour moucharder ce qu'ils peuvent savoir sur le rapt...

L'issue de l'affaire est difficilement prévisible, une «fausse manœuvre» est toujours possible. Il faudra sans doute attendre encore longtemps avant que toute la lumière soit faite sur l'enlèvement du baron dont l'empire licencie à Creusot-Loire des centaines et des centaines d'ouvriers qui, hier encore, refusait aux ouvriers de Montceau-les-Mines une augmentation de 200 F par mois, «en raison des difficultés financières du trust»...

Pierre PUJOL

Levallois (Hauts de Seine)

Le «parti des pauvres» et les mal-logés

Les habitants du 25-27 rue Victor Hugo à Levallois sont logés dans des conditions intolérables. L'îlot d'habitations dans lequel ils sont insérés est inclus dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) gérée par la Semarelp, société d'économie mixte où la municipalité (dominée par le PCF) est majoritaire.

Certain d'être exproprié, le locataire a abandonné tout entretien depuis 6 ans, ce qui explique l'état de vétusté de l'immeuble. Par exemple, une famille avec deux enfants dont un de 15 jours vit dans une pièce cuisine où il pleut. Pour cela, il lui fallait payer un loyer de 400 F.

Dans un premier temps, les locataires ont revendiqué et obtenu l'application de la loi de 1948 pour faire baisser leurs loyers. Mais ils réclament avant tout d'être relogés dans des conditions décentes.

Une délégation d'une quinzaine d'entre eux s'est rendue au siège de la Semarelp pour poser leur problème. La réponse ? La Semarelp prétend ne pas avoir de concessions sur la zone et rejette la responsabilité du relogement sur... la mairie.

Si elle n'a pas de «concessions», comme elle l'indique, elle ne peut nier pourtant qu'elle a déjà fait les plans de rénovation de l'îlot !

Quant au maire, il se

retranche derrière un manque de crédits et refuse de reloger la totalité des gens du 25-27 tant que l'immeuble ne sera pas frappé d'une interdiction d'habiter par la préfecture à cause de son insalubrité.

Pourtant, dans le cadre de la rénovation, des immeubles en bon état ont déjà été vidés, souvent contre le gré de leurs occupants et on peut se demander s'ils n'ont pas pris la place de prioritaires dans les HLM.

Pourtant, la mairie n'hésite pas à dépenser des millions pour des réalisations de prestige comme un centre culturel où les travailleurs ne vont pas. De même que le stade «d'honneur» qu'elle projette de construire (pour les besoins des sportifs ou pour la publicité et les rentrées financières de la mairie ?)

De plus, les travailleurs de Levallois s'entendent répéter par le PC et le PS que le seuil de tolérance serait de 12 % d'immigrés ! Comme il y en a 18 % à Levallois, cela veut dire en clair que 6 % de la population de Levallois est menacée d'expulsion par la rénovation de la gauche. Autant de contradictions que ne manquent pas de relever les Levalloisiens et qui mettent en cause l'ensemble de la gestion municipale du PCF.

Corr. LEVALLOIS

DÉBAT SUR LE NUCLÉAIRE A CHAUSSON

PCF et EDF mis en accusation

Une réunion-débat a eu lieu à Chausson Asnières sur l'énergie nucléaire. Ce débat était organisé par le comité d'entreprise, à dominante PCF. Y participaient : un directeur Edf, technicien du PCF de la revue *Economie et Politique* et un représentant des Amis de la terre.

Dès le début, le représentant EDF défendait la politique énergétique de la bourgeoisie. Le PCF, lui, réaffirma la «nécessité» de poursuivre le programme nucléaire sous le contrôle d'un gouvernement de gauche : «De l'énergie, il en faut, et les énergies

douces sont d'un coût important et d'une faible rentabilité» a-t-il dit. Pour le représentant des Amis de la Terre, l'énergie nucléaire est mal maîtrisée, car il y a des risques d'accidents graves : il faut développer et maîtriser l'utilisation d'autres ressources énergétiques sur notre sol.

Dans la salle, une cinquantaine de travailleurs étaient présents. D'entrée, EDF fut mis en accusation sur la politique à courte vue de la bourgeoisie «Après moi le déluge».

Accusé aussi, le type de développement de la société,

le choix énergétique basé sur le pillage du Tiers Monde et sur le profit maximum.

Par rapport aux positions du PCF, de vives contradictions sont apparues : le PCF a justifié son projet par le fait qu'il ne fallait pas «se faire doubler par les Américains». Un membre du PCF déclare : «Si on ne développe pas les centrales nucléaires, je prendrai ma peau de bête et je finirai dans les cavernes». Cette intervention a été faite par le responsable de la section PCF de Chausson...

L'intervention du PCR ml a porté sur : la politique criminelle de la bourgeoisie vis-à-vis des travailleurs et des habitants des régions concernées par l'implantation de centrales, sur les conséquences génétiques dues aux risques d'accidents de radioactivité et

d'accidents nucléaires, sur la question des déchets.

«Vouloir développer l'énergie nucléaire dans ces conditions, c'est mépriser les masses populaires à qui on ne donne pas les moyens de juger et de se faire un point de vue». A ce moment de l'intervention, le révisionniste du comité d'entreprise dirigeant le débat interrompit le camarade en faisant valoir qu'il y avait d'autres questions...

Ce débat, bien que limité, nous a montré que le PCF sur cette question ne se démarque guère de la politique impérialiste de la droite et que les travailleurs doivent s'emparer de ce débat dont on veut les exclure.

Prisons : grand remue-ménage

Déménagement, dans la nuit de jeudi à vendredi, pour 240 des 310 détenus de la centrale de Clairvaux : de très importantes forces de gendarmerie avaient été mobilisées pour l'occasion. Il s'agissait, après la prise d'otages par deux détenus qui avaient été tués ensuite, le 28 janvier, de fouiller les cellules et de renforcer les installations de surveillance.

Numéro électoral

D'ici cinq ans, a annoncé Ségard, ministre d'État aux PTT, l'ensemble du réseau sera automatisé en France. Un nouveau système de numérotation sera mis en place. Naturellement, tout le monde rapprochera cette annonce des élections qui doivent avoir lieu le 12 mars. Lors d'un des derniers scrutins, la décision avait été prise d'accélérer les raccourcissements, pour limiter le temps d'attente, qui était fort long. Maintenant que les nouveaux abonnés ont des raisons de se plaindre de la sursaturation du réseau, on envisage ce problème. En somme, Monsieur le Secrétaire d'État entend des voix quand il veut en avoir.

Commissariat en ébullition

A Choisy-le-Roi, le syndicat national des policiers en civil, dirigé par le PCF, vient de protester contre la nomination d'un certain Bolusset au commissariat de la ville. En octobre dernier, le commissaire Bolusset avait monté une opération style «anti-gang» au cours de laquelle un policier avait été tué et un autre grièvement blessé, dans une fusillade opposant entre eux les inspecteurs. L'enquête aurait révélé que Bolusset avait lui-même déclenché la fusillade en déchargeant son arme.

LUTTES OUVRIERES**CIT-Alcatel remonte à Paris**

Il y a quelques jours, une centaine de travailleurs de la CIT-Alcatel, représentant leurs camarades grévistes de toute la France, étaient montés au siège de Plessis Robinson, près de Paris. Ils avaient rencontré un certain nombre de dirigeants de l'entreprise pour exiger la satisfaction de plusieurs revendications, notamment une amélioration de leur statut. Cette entrevue n'aboutissait à rien, un des dirigeants qui conduisait la réunion, affirmant même qu'il ne pouvait discuter avant quinze jours, car il devait se rendre en Syrie ! Les travailleurs de la CIT-Alcatel ont décidé de monter à nouveau à Paris, mardi pour se faire entendre.

Accord sur le chômage partiel

Jeudi 23 février, l'ensemble des organisations syndicales, y compris la CGT et la CFDT, ont accepté de signer avec le CNPF le renouvellement de l'accord sur le chômage partiel conclu pour la première fois, le 23 juin 1975. Un accord qui accepte cette forme de chômage comme un fait accompli et qui stipule en outre que les indemnités des heures chômées dans les entreprises ne seront remboursées qu'à 50 % au dessus de 40 heures.

Saintes : des salariés de la coopérative licenciés

Avec entre autres la sécheresse et la crise du Cognac, la Coopérative agricole de Saintes connaît des difficultés pour les résoudre, le Conseil d'Administration et la direction de la Coop n'ont rien trouvé de mieux que des licenciements collectifs. C'est le Crédit agricole qui, une fois de plus, pousse à de telles solutions.

Dix-huit postes seraient supprimés. Les représentants des ouvriers au C.E. refusaient en bloc ces licenciements, d'autant qu'ils ne sont sans doute pas les derniers.

Vaucluse : chez Ruggieri 15 licenciements

En avril dernier, une catastrophe se produisait dans cette usine de feux d'artifices : deux ouvriers étaient tués, 27 blessés. Aujourd'hui, malgré ses promesses de maintenir l'emploi à Monteux, la direction annonce 15 licenciements collectifs.

Seppic à Cernay : les excuses du patron

Début février, les travailleurs de cette entreprise chimique du Haut-Rhin, faisaient grève. Ils obtenaient une augmentation de 120 F et l'intégration des primes dans le salaire. De plus, le directeur, qui avait parlé des travailleurs immigrés en les traitant de « bougnoules », a dû s'excuser auprès de chacun d'eux.

Rhône Poulenc Textile-Colmar**POUR TOUTE SOLUTION... LES NATIONALISATIONS**

● Lundi 20 février, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO de Rhône-Poulenc Textile de Colmar lance un mot d'ordre de grève, dès la prise de travail de l'équipe du matin à 5 heures. Cette action, décidée en assemblée générale la semaine précédente, était une riposte à la décision de la direction, de remettre en cause l'accord d'entreprise sur les salaires, sur le maintien du pouvoir d'achat. La direction fait le chantage aux licenciements, et tente, sous prétexte de la conjoncture de diminuer les salaires. Le mot d'ordre est fortement suivi : 80 à 90 % du personnel ouvrier débraie : les 4 équipes, à tour de rôle 8 h durant la journée de lundi et de mardi.

Mardi, on n'a aucune garantie de la part de la direction. La CGT et la CFDT convoquent les travailleurs pour un meeting à 7 h 30. Peu de grévistes s'y rendent, une centaine à peine. Alors que les travailleurs présents attendent des délégués un durcissement de la lutte, ils doivent se contenter d'interventions leur demandant de voter pour les partis de

gauche ! A côté des syndicalistes Blatz et Keller, se trouvent à la tribune du meeting, les candidats du PS et du PC à Colmar, Wemaere et Umann ! Ils se limitent à affirmer le bien fondé de la lutte des travailleurs de RPT, repartant très vite vers d'autres électeurs. Mais c'est encore en leur présence que les responsables syndicaux déclaraient : « Nous dé-

Société nationale des poudreries de l'Etat**LA COLERE EXPLOSE !**

Une bonne partie des 1 800 travailleurs de la poudrerie de St Médard en Jallès (près de Bordeaux) ont organisé ces derniers jours de multiples débrayages, défilant aux accents de l'«Internationale», dans les bureaux de la direction. De nouvelles actions sont prévues le 28 février.

Mais pourquoi ce mouvement ? Les travailleurs refusent les conséquences de la loi de 72, qui privatise les anciennes poudreries nationales. Avec cette loi, 75 % des travailleurs de la poudrerie ne bénéficient plus du statut de travailleur d'Etat, mais de celui de travailleurs de la chimie : les salaires sont amputés de 300 à 900 F, pour le même travail et la même quali-

fication, la retraite n'est plus accordée à 65 ans mais à 60 ans, etc. Autrement dit, la loi de 72 signifie la remise en cause d'avantages acquis importants.

C'est depuis le 31 janvier qu'une grève tournante touchant les huit usines du groupe (la Société Nationale des poudreries de l'Etat) a lieu. Ce mouvement a contraint la direction à avancer la réunion annuelle qui doit discuter de l'accord d'entreprises de 78. A cette date une nouvelle grève est prévue pour la satisfaction des revendications suivantes : remise à niveau des salaires, 13^e mois, statut des travailleurs de l'Etat pour tout le personnel avec le maintien de tous les avantages acquis

Impôts : grève contre le licenciement de 27 vacataires

La direction générale des Impôts, vient d'annoncer son intention de licencier pour le 28 février, 27 vacataires. Ces licenciements ne sont bien entendu que le prélude à d'autres : des milliers de vacataires, comme aux PTT, ont été embauchés aux impôts, suite au «pacte national pour l'emploi» du gouvernement. D'une manière générale, ils ne travaillent que quatre heures par jour pour boucher les trous et sont payés avec des salaires de misère d'environ 1 000 F. Qu'il faille, selon les syndicats, 12 000 emplois supplémentaires pour que le travail des employés des Impôts se fasse dans des conditions à peu près correctes, voilà qui intéresse peu le gouvernement !

Depuis mardi, l'ensemble du personnel des trois centres auxquels appartiennent les licenciés, sont en grève. Jeudi, à l'appel de l'Intersyndicale, ils ont manifesté et occupé le siège de la direction générale. Lundi, l'ensemble des syndicats appelle les employés des neuf centres du secteur Paris Sud-Est à se mettre en grève, pour soutenir leurs camarades vacataires.

nonçons la politique salariale du patronat, et affirmions notre soutien au Programme commun de 1972, notamment en ce qui concerne les nationalisations».

Si l'on comprend pourquoi le candidat PS a quitté bien vite le meeting, on peut quand même se demander pourquoi celui du PC n'a même pas pris la peine de remercier les responsables syndicaux, pour cette campagne qu'ils mènent en sa faveur, au nom des travailleurs !

L'action se terminait de fait mardi à 13 h. Dans l'après midi, les responsables syndicaux se retrouvaient en séance de comité d'établissement. Là encore, ils ressortaient leur couplet sur les nationalisations, avec une motion qui disait : « Dans la période actuelle, à la veille d'élections capitales, les représentants de la CFDT et de la CGT réaffirment que la seule solution valable pour le maintien de nos usines en activité et pour la défense des travailleurs, consiste à nationaliser Rhône-Poulenc et ses filiales, comme le prévoit le

Programme Commun de la gauche».

Se saisissant de cette motion, le président du CE le directeur de RPT interrompait la séance et mettait en avant l'interdiction de faire de la politique dans l'entreprise. Aucune réaction n'était opposée par les délégués à cette décision du patron de la RPT de ne pas traiter un seul point de l'ordre du jour. Aussi a-t-il pu, se sentant les mains libres, prendre les devants et sanctionner plusieurs ouvriers pour fait de grève ! Ainsi, alors qu'il existait une bonne mobilisation au départ de la grève, les responsables syndicaux l'ont rapidement cassée, par l'absence de propositions de lutte. Non seulement ils ont fait échouer la lutte, mais ils ont laissé s'abattre la répression patronale. Cet exemple, au delà de Colmar, montre l'importance pour les travailleurs de conquérir l'indépendance de leurs syndicats par rapport aux partis de gauche, pour la victoire de leurs luttes !

Corres. Mulhouse

Patron, mauvais payeur

Une employée de maison avait travaillé durant six années dans un garage automobile, près de Rennes. Six années au bout desquelles elle se retrouvera avec une somme due et non payée par le patron, de 63 194 F ! Au terme d'un procès qui aura duré trois ans, cette employée, grâce au soutien du syndicat CFDT des gens de maison, s'est vu rembourser cette somme. Ni les congés payés, ni les heures supplémentaires n'avaient été payés par le patron du garage. Le syndicat CFDT a touché, pour non respect de la convention collective, 1 000 F de dommages et intérêts.

Livre de Paris (Hachette)**NON AU NOUVEAU SYSTEME DE QUALIFICATION !**

Plusieurs centaines d'employés pour l'essentiel des femmes, s'occupant de vente par correspondance ou par courtages de divers livres et revues (comme «Tout l'univers») : tel se présente succinctement le «livre de Paris».

Depuis quelques jours, les employées sont en grève : elles entendent ainsi s'opposer au nouveau projet de classification de la direction du personnel (appelée «direction des relations humaines et de l'action sociale»).

Ce projet reviendrait tout simplement à remplacer l'ancien système de classification (cinq catégories) par un nouveau qui en comporterait... douze ! Cette nouvelle organisation vise bien sûr à diviser les employées mais aussi à économiser, dans un premier temps sur les salaires.

En effet, la nouvelle grille, si elle venait à passer, aurait notamment pour conséquence la diminution du salaire pour certains postes : c'est le cas des secteurs «photocopie» qui seraient déclassés. Cette déqualification, ne toucherait pas les employés actuels mais... leurs remplaçants, quand ils seraient embauchés. A ce que l'on sache la direction du «Livre de Paris» n'envisage pas d'embauche. Est-ce à dire qu'elle prépare des licenciements sous une forme ou sous une autre ?

La grève s'est encore étendue dernièrement puisque aux grévistes de Bagnoux se sont joints les employés d'Avon (région parisienne) qui est le centre administratif, et ceux de Véneux, où se trouvent de nombreux stocks.

●Après la rupture des relations diplomatiques entre l'Égypte et Chypre, Sadate a déclaré qu'il ne reconnaissait plus le gouvernement légal de l'île et le président Kyprianou, successeur de Makarios. Il a par contre menacé de reconnaître le gouvernement de Deuktash établi par l'État turc, après que celui-ci ait occupé une partie de l'île en 1974. L'Égypte serait ainsi le seul pays en dehors de la Turquie à reconnaître ce gouvernement et introduirait de ce fait une brèche dans le front uni pour défendre le non-alignement, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de Chypre, front uni qui exprimait la solidarité du Tiers-Monde envers la cause du peuple chypriote.

Sadate n'a pas hésité à traiter de «nains» Kyprianou ainsi que les dirigeants palestiniens. Parlant des Palestiniens Sadate a été jusqu'à déclarer publiquement : «Ils doivent savoir avant les autres Arabes,

que l'Égypte ripostera désormais dix fois plus violemment à chaque coup qui lui sera porté. Nous défendons la Palestine partout, alors que les Palestiniens se louent comme tueurs à gages ou perdent

Chypre est à peu près aussi proche de la Syrie, que la Corse l'est du continent. Cette position de Chypre a été largement utilisée dans le passé, notamment par l'impérialisme américain, lors de la guerre d'octobre 73.



POURQUOI L'EGYPTE DE SADATE MENACE-T-ELLE CHYPRE ?

leur temps dans les boîtes de nuit). «Qu'ils sachent que l'Égypte piétinera les nains quel qu'en soit le prix». Autant de déclarations qui ne manquent pas d'inquiéter sur la manière dont Sadate entend exploiter l'affaire de Chypre.

QUI VEUT FAIRE «CHANTER» CHYPRE ?

L'envoi d'un commando à Larouca par Sadate, en violation de la souveraineté de Chypre, pourrait être le point de départ d'un complot plus vaste visant Chypre et toute la région «L'Égypte ne reconnaît plus M. Kyprianou comme président de la République chypriote», a déclaré Sadate qui exige de Kyprianou qu'il lui livre les deux terroristes emprisonnés à Chypre. Sadate accomplit un geste sans précédent en cessant unilatéralement de reconnaître un autre État dont la légitimité est reconnue par le monde, sauf par l'État turc, verrou du dispositif de l'OTAN



Sadate et le ministre égyptien de la guerre, Gamassi.

dans la région et situé à la frontière de l'URSS. La Turquie est seule à appuyer le «gouvernement chypriote turc» qu'elle a elle-même mis en place pour obtenir la partition de Chypre, et à plus long terme le contrôle de l'île.

COMLOT CONTRE CHYPRE... ET LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Des relations très étroites ont existé et continuent d'exister entre Chypre, qui se situe dans le mouvement des pays du Tiers Monde et les pays arabes. Chypre a aussi toujours fermement soutenu la Résistance Palestinienne.

Mais l'île est une sorte de porte-avions fixe, au large de la Syrie et du Liban, commandant l'entrée de Suez. C'est une position stratégique qui a déjà été largement utilisée par l'impérialisme américain contre le mouvement national arabe et aussi, par ailleurs, contre l'expansionnisme de l'URSS vers le Sud, c'est une position âprement disputée par les deux superpuissances.

Compte-tenu du rôle qu'ont tenu les ports et les aéroports de Chypre pendant la guerre civile au Liban par exemple, pour s'opposer à l'étranglement et l'isolement du Sud progressiste du Liban, couper ces possibilités de liaison peut être considéré entre autres, comme une condition nécessaire pour liquider la Résistance Palestinienne au Liban.

L'HYSTÉRIE ANTI PALESTINIENNE DE SADATE

«Nous attendrons les développements de l'affaire pour juger s'il s'agissait ou non d'une opération préméditée», a déclaré Kyprianou, le président chypriote au sujet de l'intervention du commando égyptien, en laissant entendre que celle-ci pouvait faire partie d'un plan plus large que la capture des auteurs du détournement.

L'hystérie anti-palestinienne orchestrée par Sadate en Égypte est un autre élément de ce plan, sans aucun doute, lié aux événements de ces derniers temps au Liban : les nouvelles provocations fascistes pour relancer la guerre civile, les agressions dans le Sud contre les positions tenues par la Résistance Palestinienne, etc.

Sadate, aujourd'hui largement isolé, contesté par le peuple égyptien et les autres peuples arabes, s'enfoncé par son activité contre l'État souverain de Chypre, dans une activité de sape de la volonté d'indépendance du Tiers Monde, ce qui est en parfaite harmonie avec sa politique de capitulation vis-à-vis de l'État sioniste.

Sonia SASSOUN

LUTTES OUVRIÈRES

LA CFDT ET «LE PLEIN EMPLOI»

Le dernier numéro de syndicalisme Hebdo consacre une page à exposer le point de vue de la CFDT sur les «conditions du plein emploi», dans le cadre de la rubrique «Questions pour 78». La gauche est-elle en mesure de faire diminuer le chômage ? La CFDT estime qu'il faudrait 3 700 000 créations d'emploi pour

ramener le nombre de chômeurs à 300 000, s'attaquer au problème du sous-emploi des femmes, répondre à l'accroissement de la demande démographique... On peut se demander, dès l'abord, pourquoi la CFDT estime que 300 000 chômeurs d'ici 2 ans de gouvernement de gauche, c'est ce qu'il faudrait comme volant de

chômage. Par ailleurs, elle admet que le programme de l'Union de la Gauche se propose au mieux de créer 2,5 millions d'emplois en 5 ans. A supposer qu'ils y arrivent, on est encore loin du compte. Alors, comme solution, la CFDT met en avant les 35 heures. Pourquoi ? Parce que d'après elle, la semaine de 40 heures ne réduirait pas sensiblement le chômage, ce qui est vrai : les patrons n'embaucheraient pas automatiquement, ils chercheraient plutôt à augmenter la productivité pour récupérer sur le temps. Mais si les 35 heures sont effectivement un objectif de lutte, ce n'est pas pour

autant que le chômage diminuerait plus qu'avec les 40 h, si on se limite à ce moyen, sans remettre en cause le fait que la bourgeoisie se garde toujours un volant de chômage et qu'en système capitaliste, il y a toujours du chômage. De plus, un autre point n'est pas abordé : c'est la question d'une éventuelle perte de salaire due à cette diminution des horaires. D'autant plus qu'Edmond Maire, dans son interview au Monde, cet été, avait plus ou moins laissé entendre qu'il valait mieux gagner un peu moins, et qu'il y ait moins de chômeurs...

Kodak (Vincennes)

POUR LE DROIT A PLUS DE REPOS

250 ouvriers et ouvrières de l'usine Kodak de Vincennes dans la région parisienne, ont occupé dans la nuit de jeudi à vendredi le hall d'accueil du siège social de cette entreprise, dans le quartier de la gare de Lyon à Paris. Cette action s'inscrit dans la lutte menée depuis octobre dernier : les 250 employés débrayent chaque samedi depuis cette période et prennent en fait de la sorte leur samedi. Les grévistes, en plus des revendications salariales, exigent avant tout une réduction de leurs temps de travail et la création d'une cinquième équipe.

Les ouvriers de chez Kodak travaillent sept jours consécutifs, après quoi ils ont deux jours de repos. Ce n'est que toutes les huit semaines qu'ils ont droit à un repos de quatre jours. Chaque semaine, les

horaires changent : ils sont une fois du matin, une fois de l'après-midi, une fois de nuit, par roulement. Les jours de fête et les week-end sont souvent travaillés et en gros, les ouvriers et ouvrières ont un dimanche de congé maximum par mois. Au système des 4x8 s'ajoute le fait qu'ils effectuent leur travail 8 heures sur 8, sinon plus, dans le noir complet des laboratoires photos, d'où les risques pour les yeux, quand les travailleurs sortent au grand jour ; enfin, il faut souligner qu'il manie à longueur de journée, des solvants dangereux.

Dernière revendication des grévistes : l'exigence que la prime de fin d'année soit calculée sur le salaire réel et non sur le salaire de base.

La grève continue.

Après Villard-Doron, Giron Frères

LES LIQUIDATIONS CONTINUENT DANS LA REGION STEPHANOISE !

Après Villard-Doron (à Sorbiers), une nouvelle entreprise va vers la liquidation des emplois. Giron Frères, usine du secteur textile elle aussi, présente un «plan de redressement» (exigé depuis 3 mois déjà par le Tribunal de Commerce de Lyon) avec près de 150 licenciements, sur les 280 personnes qu'emploie actuellement la société, à St Etienne. L'an dernier, déjà une première restructuration avait réduit les effectifs. Les ateliers de tissage velours vont être

démolis. L'atelier d'imitation fourrure sera transféré. Le terrain sera livré aux promoteurs... Pourtant CGT et CFDT se contentent de rappeler qu'ils avaient prévu cela et que cela risque de continuer. Mais pour la riposte, pour la coordination des travailleurs du textile en butte aux licenciements : Villard-Doron, Juste à coudre, Giron Frères... rien n'est dit, rien n'est fait !

Corres. ST Etienne

Nimeiry (Soudan) : «Bas les pattes devant l'Afrique»

Dans un discours télévisé le 21 février, le président du Soudan Nimeiry a lancé un appel à l'URSS au sujet de son intervention dans la Corne de l'Afrique : «J'ai déjà averti l'Union Soviétique et maintenant je déclare une fois de plus que même si l'Union Soviétique réussit à dominer la Corne de l'Afrique, cela ne pourra pas durer longtemps.

Nous, Soudanais, ne nions pas l'existence d'un différend et d'une tension entre la Somalie et l'Éthiopie même avant la présence soviétique dans la Corne de l'Afrique. Mais ce différend et cette tension se sont aggravés lorsque l'Union Soviétique se mit du côté de la Somalie et sont devenus explosifs lorsque l'Union Soviétique se rangea aux côtés de l'Éthiopie».

Du sacrifice de Manouchian- Février 1944
à la lutte nationale actuelle en Arménie soviétique :
un peuple qui ne veut pas mourir (3)

LA CAUSE ARMÉNIENNE FACE AUX RÉCUPÉRATEURS DE DROITE ET DE «GAUCHE»

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ARMENIEN

Dans la seconde moitié du 19^e siècle, la domination sur l'Arménie, alors partie intégrante de l'empire ottoman, fait l'objet d'une âpre rivalité entre la Russie, qui rêve d'accéder aux mers chaudes et de contrôler les détroits, et l'Angleterre, pour qui l'empire ottoman doit servir de sentinelle sur la route terrestre et maritime des Indes.

Après le traité de Berlin qui, sous prétexte de réformes en Arménie, met l'empire ottoman sous la tutelle des grandes puissances, le «Sultan rouge» de l'empire va tenter d'éliminer le problème arménien par le génocide. Les massacres engagés en 1895 et qui feront 400 000 morts, seront provisoirement stoppés grâce à la résistance arménienne, notamment celle des paysans qui vont former la première génération de Fedai.

La nation arménienne s'est donc constituée en subissant le double joug des tsars russes et des sultans ottomans. Dans les grands centres industriels de Transcaucasie et notamment à Bakou où on exploite le pétrole, une classe ouvrière arménienne se forme en même temps qu'une classe d'industriels arméniens et une petite bourgeoisie. Dans l'empire ottoman, la bourgeoisie arménienne est liée au commerce et aux finances. Dans certaines régions, elle domine sur le plan économique, alors qu'elle continue à être privée de tout droit politique. Cette situation ne pouvait durer.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA PAYSANNERIE SONT À L'ORIGINE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Les Arméniens sont revenus du Congrès de Berlin en 1878 avec la conviction qu'il était vain de compter sur une quelconque intervention des grandes puissances pour améliorer leur sort. Mais le Haut-Clergé et la grande bourgeoisie qui monopolisaient l'expression politique du peuple arménien n'étaient pas capables de mettre en œuvre la politique de compter sur ses propres forces. C'est la paysannerie en Arménie turque et la classe ouvrière en Arménie russe qui seront à l'origine du mouvement révolutionnaire arménien. De ce fait, ce mouvement s'est trouvé dirigé dès sa naissance, non seulement contre l'aristocratie tsariste et le despotisme du Sultan, mais aussi contre la bourgeoisie arménienne.

LA FORMATION DES PARTIS POLITIQUES ARMÉNIENS

Entre 1885 et 1890, des partis et des organisations apparaissent qui expriment deux courants politiques. Ceci à travers les deux grands partis qui ont dominé la vie politique des Arméniens : un courant marxiste à travers le parti Hintchakian social-démocrate, et un courant populiste à travers la «Fédération Révolutionnaire Arménienne» (F.R.A.)

Le parti Hintchakian social-démocrate, luttant pour l'émancipation et la libération des Arméniens de Turquie, pour la réunification et l'indépendance de l'Arménie, ne cessera de subordonner la question nationale au socialisme.

La Fédération Révolutionnaire Arménienne est également fondée par des Arméniens de Russie. Elle regroupera des éléments politiquement très hétérogènes, mobilisés essentiellement sur la question de l'Arménie turque et le sort épouvantable de la paysannerie arménienne. Les deux partis ont été influencés par le mouvement ouvrier russe et chaque essor que celui-ci a connu en Transcaucasie s'est traduit pour eux par des crises internes puis le ralliement au POSDR d'une frange importante de leurs militants. La F.R.A. finira, sous la pression de sa base et du mouvement ouvrier en Transcaucasie, par se référer à un vague socialisme d'inspiration «socialiste-révolutionnaire». Contrairement au parti Hintchakian, la F.R.A. tentera d'isoler la question nationale de la lutte sociale et très vite, des conceptions purement militaires domineront toutes ses activités.

En Transcaucasie, le parti Hintchakian a de plus en plus suivi le Parti bolchévique, tandis que la F.R.A. est passée définitivement dans le camp de la contre-révolution, après la révolution russe d'octobre 17.

En Turquie, les deux partis ont participé à la révolution démocratique. Mais si le Hintchakian est resté très critique envers les jeunes Turcs, la F.R.A. a signé des accords avec eux (en 1907) dans l'espoir de participer un jour au gouvernement à leurs côtés et a mis sa puissante organisation à leur service. Elle a en fait trahi le mouvement des masses, en désarmant le peuple arménien.

Les jeunes Turcs à peine au pouvoir, vont planifier et exécuter le génocide en 1915, précédé de toute une série de provocations et de massacres. Alors même qu'ils se déroulaient, la F.R.A. continuait à couvrir les jeunes Turcs. Aussi, ce parti porte une responsabilité certaine dans l'extermination des Arméniens en 1915 : en effet, seules les populations des villages qui n'avaient pas rendu les armes ont pu organiser une résistance et échapper, sinon à l'exil, du moins au massacre.

Par Sonia
SASSOUN

● Si l'année 1965 a marqué en République d'Arménie la renaissance du mouvement national, un phénomène convergent s'est produit également dans les autres centres de peuplement arménien, notamment au Liban, en France et en Iran.

Les révolutionnaires arméniens ont ainsi participé ces dernières années à la lutte des peuples des pays d'accueil.

À Chypre, ils se sont battus avec le peuple chypriote pour l'indépendance effective de l'île ; au Liban, ils ont pris les armes pour défendre la Résistance Palestinienne ; en Iran, ils ont pris part aux luttes populaires contre le Shah, et même en Turquie, ils ont été présents dans les luttes du peuple turc et du peuple kurde. Les traditions internationalistes des révolutionnaires arméniens réapparaissent au fur et à mesure qu'ils se dégagent de l'influence des révisionnistes arméniens et qu'ils prennent conscience de la nature exacte de la situation en République d'Arménie, et plus largement en URSS.

Pendant un demi-siècle, la FRA (Fédération Révolutionnaire Arménienne - voir histoire ci-joint), le Haut-clergé et, par la suite les courants et partis révisionnistes se sont entendus pour étouffer toutes les aspirations révolutionnaires du peuple arménien, en agitant constamment la menace de nouveaux massacres, l'argument essentiel étant le suivant : le contexte international ne se prête pas à la lutte pour nos aspirations nationales, les mettre en avant, ce serait avoir les Russes et les Américains contre nous, donc il faut attendre le jour où Russes et Américains trouveront un intérêt à rouvrir le dossier arménien.

Or, il s'est trouvé en France, au Liban, en Iran et ailleurs des jeunes arméniens parmi cette deuxième génération née en exil pour affirmer que les bourgeoisies américaine et russe sont tout autant que la bourgeoisie turque, les ennemis du peuple arménien et pour désigner aussi les alliés naturels du peuple arménien : les peuples de Transcaucasie et du Moyen-Orient. Mais les révolutionnaires arméniens qui se sont engagés dans l'organisation et l'éducation des masses arméniennes dispersées se sont heurtés du fait même de leur démarche, aux partis



Les jeunes Arméniens (qui rapprochent le sort de leur peuple de celui du peuple palestinien), dans la manifestation du 1^{er} mai à Paris.

en relation, pour une part, avec les modifications dans la politique US depuis Helsinki et aux tentatives américaines d'introduire une brèche dans le bloc soviétique par la question des Droits de l'Homme.

L'allégeance de la FRA aux USA n'est plus à démontrer. Avec la nouvelle politique US, ce parti trouve un rôle à sa mesure. Or ce parti qui, au temps de la guerre froide a versé quotidiennement son venin contre la République d'Arménie sur les antennes de Radio-Liberty, manifeste aujourd'hui par contre une certaine réticence à dénoncer ou même simplement informer sur la répression qui sévit, depuis le

retour au capitalisme, en Arménie soviétique.

L'URSS devenue une superpuissance impérialiste, il s'agit maintenant pour certaines forces réactionnaires de la ménager aussi, d'autant plus qu'une partie de la bourgeoisie arménienne peut estimer que c'est à la faveur d'une éventuelle expansion de l'empire des nouveaux tsars vers le sud que les meilleures conditions pour «réunifier l'Arménie» pourraient être réunies. Mais la FRA tiendra le rôle que les impérialismes occidentaux voudront bien lui accorder. Et ses objectifs à plus court terme, comme faire reconnaître le génocide et faire condamner l'Etat turc à l'ONU, impliquent un soutien des USA.

Marchais et le problème arménien

«Visitant l'Arménie soviétique il y a quelques années, a déclaré Marchais, j'y ai rencontré un peuple dynamique assuré dans ses perspectives de développement, jouissant de la sécurité. C'est tout le mérite du socialisme que de permettre à cette nation, après lui avoir donné les moyens d'exister, de regarder l'avenir avec confiance.»

Quelle sécurité et quel avenir, dans un pays soumis au «socialisme» du goulag ? Mais les révisionnistes de la diaspora arménienne souhaitent pour la France l'arrivée au pouvoir du PCF. S'ils ont jusqu'ici préconisé une seule et unique «solution» au problème national arménien : la reconnaissance du génocide et la condamnation de la Turquie, ils ont manqué des moyens pour se faire entendre dans les instances internationales.

Or Marchais n'a-t-il pas affirmé récemment qu'«aujourd'hui encore, le problème national arménien est au nombre des justes causes que nous entendons défendre, nous communistes, nationalement et internationalement».

«La condamnation du génocide par le gouvernement français et par les instances internationales serait une étape importante dans la direction d'une solution équitable de ce problème» a-t-il ajouté.

Devenir au niveau international aussi bien qu'en France le porte-parole des révisionnistes arméniens peut donner à Marchais des moyens d'intervention qui ne sont pas négligeables, par exemple dans les communautés arméniennes du Moyen-Orient, de Grèce et de Chypre, communautés où les révisionnistes arméniens ont une influence certaine, ainsi que dans l'ensemble de la diaspora arménienne, restée très attachée à la République soviétique d'Arménie.

Dans les localités françaises à forte concentration arménienne, la campagne électorale du PCF fait référence à «l'action nécessaire à la reconnaissance du génocide des Arméniens et aux moyens indispensables à la sauvegarde et au développement de leurs traditions et de leur culture».

En quoi la reconnaissance du génocide et la condamnation de la Turquie par l'ONU que réclament les révisionnistes mettra-t-elle fin à la dispersion des Arméniens, à la division de leurs terres, à l'oppression en Arménie soviétique ?

En réalité, Marchais entend seulement se servir des aspirations nationales des Arméniens résidant en France, pour obtenir leurs voix.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 25 février

TF 1

16 h 20 - Columbo
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal

20 h 30 - Numéro Un *Pétula Clark*
21 h 30 - *Serpico, série américaine en quatorze épisodes, d'après le roman de Peter Maas, réalisation Robert Collons*
23 h 00 - Télé foot

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 00 - Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les héritiers, *Le Codicille*
22 h 05 - Voir
22 h 55 - Drôle de baraque, *la famille Eustache-Amour*
23 h 25 - Journal et fin

FR 3

17 h 05 - Pirates de la mer
18 h 00 - Et nos enfants ?
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - *L'italienne à Alger, Opéra comique de Gioacchino Rossini*
22 h 00 - Journal

Dimanche 26 février

TF 1

16 h 35 - Sports première
17 h 50 - Taxi, roulotte et corrida. *Film Français avec Louis de Funès*
19 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - *Le cerveau, Film Français de Gérard Oury avec Jean-Paul Belmondo et Bourvil*
22 h 00 - Expressions
23 h 15 - Journal et fin

A 2

16 h 20 - Muppet Show
16 h 45 - L'école des fans
17 h 25 - Monsieur cinéma
18 h 00 - Pom pom pom... pom. *Résultats*
18 h 15 - Le petit théâtre
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - Un homme, un jour. *Le ghetto de Varsovie*
22 h 45 - Journal et fin

FR 3

16 h 35 - Les maîtres d'œuvre
17 h 30 - Espace musical
18 h 25 - Cheval, mon ami
18 h 50 - Plein air : Thalassa. *Le Pèlerin de l'Océan Indien*
19 h 20 - Spécial dom-tom
19 h 35 - L'odyssée de Scott Hunter
20 h 05 - Histoires de France. *Monsieur Surcouf, de St Malo*
20 h 30 - Pirates de la mer
21 h 20 - Journal
21 h 35 - L'homme en question. *Bernard Lefort*
22 h 40 - Cinéma de minuit : cycle A. *Delvaux, Rendez-vous à Bray, Film Français avec Anna Karina*

Lundi 27 février

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - La passagère
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 10 - L'avenir du futur. *L'odyssée sous la mer*
22 h 40 - Débat
23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Isabelle et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 05 - La tête et les jambes
22 h 10 - Racines. *Feuilleton*
23 h 00 - Cath
23 h 35 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Scènes de la vie de Province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 00 - *Brannigan, Film américain de D. Hickox*
22 h 45 - Journal et fin

henri rollin :
militant chez
simca-chrysler

«Les coups redoublent sur le ventre, le dos, sur tout le corps; je m'aperçois brusquement qu'on me soulève et que l'on me jette à terre. J'entends un crissement de pneus effrayant: c'est une voiture qui vient de piler sur place et de s'arrêter juste à ma hauteur. Ainsi, ils ont voulu m'écraser. Je suis presque inconscient, à demi assommé. Je sens qu'on me traîne encore sur le sol. Puis, il y a quelque chose, des voix, des cris et je ne reçois plus de coups. Après quelques instants, je ne peux dire combien, je me relève avec d'énormes difficultés...»

Henri ROLLIN
Militant
chez Simca-
Chrysler

Du système de notes «scientifiques», où rien n'échappe à la direction, aux trucages à peine voilés des élections des délégués du personnel, en passant par les multiples brimades quotidiennes, le livre de Rollin décrit toutes les méthodes, employées par la direction Simca-Chrysler et syndicat jaune CGSL devenu la tristement célèbre CFT, afin de détruire toute opposition dans l'usine. Les descriptions sont vivantes, complètes et réalistes telles celles de ces distributions de tracts à la sortie de l'usine, où Rollin et les syndicalistes doivent essuyer injures et coups, où les affrontements avec les commandos de la CFT sont inéluctables.

La CFT à Simca-Chrysler, ce sont les menaces perpétuelles, les tentatives soupçonnées de l'être; c'est la collusion du syndicat jaune avec le consulat marocain pour baillonner toute révolte des travailleurs immigrés, qui outre le lot de brimades que con-

naissent les travailleurs français, doivent essuyer les insultes racistes.

De ce point de vue le livre de Rollin est positif, la réalité du baigne capitaliste de Poissy est bien décrite.

Mais les repères historiques ne permettent pas de resituer la lutte à l'intérieur de l'usine par rapport aux événements extérieurs et à la situation politique, l'auteur isole cette lutte, de vingt ans, dans l'usine, et n'envisage le syndicalisme qu'à travers l'image de «héros». Seul le dernier chapitre fait largement référence à la vie politique, mais c'est pour mieux placer les perspectives de la CGT dans le cadre du projet politique du PCF et du Programme commun, et d'affirmer que les libertés ne pourront avoir lieu que si l'on crée des conditions des changements démocratiques, comme si l'exploitation capitaliste et ses milices fascistes pouvaient disparaître sans changement de société. Malgré tout, un témoignage vivant.

Et l'acier fut trempé

76^e épisode

Une sédition contre-révolutionnaire vient d'être écrasée. Le comité provincial du Parti se réunit...

Pensif, Fédor retira de sa bouche son brûle-gueule et palpa la cendre au fond du fourneau. La pipe était éteinte.

La fumée d'une dizaine de cigarettes s'accumulait sous les plafonniers mats, au-dessus du fauteuil occupé par le président du comité exécutif du Soviét provincial. Les visages des personnes assises dans les angles du bureau apparaissaient comme à travers un léger brouillard.

À côté du président, le vieux Tokarev, la poitrine contre la table, tripotait rageusement sa barbièche, jetant de temps à autre un coup d'œil en biais sur un petit homme chauve qui continuait à débiter d'une voix de fausset des phrases contournées, aussi vides qu'interminables.

Akim capta un de ces regards obliques du vieil ajusteur, qui lui rappela subitement son enfance: il y avait chez ses parents un coq batailleur surnommé «Mords-y-l'œil», qui épiail de la même façon l'adversaire qu'il se préparait à attaquer.

La réunion du comité provincial du Parti durait depuis plus d'une heure. Le bonhomme chauve était le président du Comité de l'administration ferroviaire chargé de l'approvisionnement en bois.

Feuilletant de ses doigts agiles une liasse de papiers, il pérorait:

«...Et ce sont ces raisons objectives qui ne permettent pas d'exécuter la décision du comité provincial et de la direction des transports. Je répète que, même d'ici un mois, nous ne pourrions pas livrer plus de 400 mètres cubes de bois. Quant à l'objectif de 180.000 mètres cubes, c'est... (il ne trouvait pas le mot le plus expressif) de l'utopie!»

Et il referma sa petite bouche avec une moue dépitée.

Fédor vidait sa pipe en la tapotant avec son ongle. La voix de basse de Tokarev rompit le silence:

«C'est pas la peine d'y aller par quatre che-

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

mins. Le Jelleskom n'a jamais eu de bois, n'en a pas et ne peut pas en promettre... C'est ça ?

L'homme chauve eut un geste nerveux.

«Je m'excuse, camarade, le bois est stocké, mais l'absence de charroi...»

Il avala de travers, passa sur son crâne luisant un mouchoir à carreaux et, ne retrouvant plus sa poche, le fourra nerveusement dans sa serviette.

«Mais qu'est-ce que vous avez fait pour organiser le transport de ce bois ? Depuis l'arrestation des spécialistes compromis dans le complot, il s'est passé pas mal de jours, dit Dénékko, de son coin.

Le chauve se tourna vers lui:

«J'ai fait trois rapports à la direction des transports au sujet de l'impossibilité...»

Tokarev lui coupa la parole:

«Ça va, on le sait, ricana-t-il avec un regard hostile. Est-ce que vous nous prenez pour des imbéciles ?

Cette question donna froid dans le dos au chauve, qui baissa le ton:

«Je n'ai pas à répondre du sabotage commis par les contre-révolutionnaires...»

«Mais vous saviez que le chantier était loin de la voie ? demanda Akim.

«Oui, seulement je ne pouvais pas intervenir auprès de la direction au sujet des erreurs dans un autre secteur que le mien.

«Combien votre service compte-t-il d'employés ? intervint le président du comité syndical.

«Deux cents environ.

«Et on donne un mètre cube par an à chacun de ces fainéants ! s'exclama Akim, furieux, en crachant par terre.

«Nous attribuons au Jelleskom des rations de travailleurs de choc, que nous arrachons aux ouvriers, et vous, qu'est-ce que vous faites ? Où avez-vous fourré les deux wagons de farine destinés aux ouvriers ? insistait le président du comité syndical.

A SUIVRE

Déjà plus de 10 000 Cubains en Ethiopie selon Brzezinski

Plus de 10 000 soldats cubains seraient déjà engagés en Ethiopie. Organisés en deux brigades, l'une d'infanterie, l'autre mécanisée ; ils seraient engagés dans des opérations militaires que dirige un général soviétique, dans la région de Harrar. C'est ce que vient de déclarer le conseiller du président Carter qui a ajouté que l'URSS aurait livré déjà 400 chars d'assaut et plus de 50 MIG, à Addis-Abeba.

Tout ceci n'a pas empêché Zbigniew Brzezinski de se déclarer «très satisfait» des «promesses» de Mengistu de ne pas franchir la frontière somalienne. Rejoignant sur ce point la position soviétique, le conseiller américain a souligné : «Il n'y a pas de doute que c'est la Somalie qui a violé la frontière éthiopienne, les Somaliens doivent se retirer de l'Ogaden», ajoutant simplement : «Les Soviétiques et les Cubains doivent également partir.»

Chili : les assassins de Letelier découverts

Aux Etats-Unis, les assassins de l'ancien ambassadeur d'Allende, Orlando Letelier, tué dans un attentat il y a dix-huit mois, viennent d'être découverts. Il s'agit de deux membres de la police politique chilienne, la DINA, qui avaient pénétré aux USA sous une fausse identité. A cette époque, les Etats-Unis avaient demandé à Pinochet de lui livrer les assassins de Letelier.

Grande-Bretagne

La police britannique a interdit pour des causes de «sécurité» une importante marche que l'organisation fasciste National Front, voulait faire vendredi dans un quartier populaire de Londres.

Les militants anti-fascistes s'étaient organisés pour une contre-manifestation.

Tchad - Libye

Le président tchadien Malloum et le chef de l'Etat libyen Khadafi se sont rencontrés pour tenter de régler leur différend frontalier. Devaient être présents : le président du Soudan Nimeiry, et Kountché du Niger. Ceux-ci avaient aidé à négocier l'accord conclu récemment, qui visait à un règlement pacifique des conflits dans la région. Alors que le gouvernement tchadien a déclaré avoir libéré les détenus politiques en vue de la «réconciliation nationale», aucune confirmation n'a été donnée par les différents groupes se réclamant du FROLINAT du cessez-le-feu prévu dans l'accord Libye-Tchad.

Nigéria : pour l'unité de l'Afrique

Dans un discours qu'il a fait le 18 février, le président du Nigéria Obasanjo a appelé les pays africains à resserrer les rangs. Il a déclaré : «Si nous restons divisés, nous serons affaiblis et vulnérables, mais si nous nous unissons, nous deviendrons, en tant que continent, l'une des plus grandes forces de ce monde.»

A propos des régimes racistes en Afrique Australe, il a dit : «L'existence de ces régimes nous fait une obligation de nous consacrer à la liquidation totale des indignités et de la dégradation humaine dont nos frères et nos sœurs zimbabwéens, namibiens et sud-africains ont souffert jusqu'aujourd'hui.»

Communiqué

Le congrès constitutif de la Fédération des Unions Populaires de Turquie en Europe aura lieu les 25 et 26 février à Bruxelles.

Ce congrès, auquel participe l'Union Populaire de Turquie à Paris, envisagera notamment l'organisation de la solidarité entre les travailleurs trucs et les autres travailleurs en Europe, en particulier en France.

Italie : LE PCI POUR L'EXIL POLITIQUE

Soupçonné d'appartenir aux «brigades rouges», Roberto Mander a été condamné par la justice italienne à un an de relégation dans l'île de Linosa, entre la Tunisie et la Sicile, où Mussolini déportait les anti-fascistes pendant la guerre. Cette décision, qui a été permise par l'adoption des dernières mesures sur l'ordre public, soutenues par le PCI, ne repose sur aucune accusation précise : militant d'extrême-gauche, Roberto Mander est tout simplement considéré comme «dangereux» et de «moralité douteuse».

Aujourd'hui en Italie, cela suffit pour être jugé à huis-

clos et condamné à la relégation «préventive».

Et il ne s'agit pas d'un cas isolé : depuis cette décision prise par la section spéciale du tribunal de Rome, huit autres cas semblables ont été envisagés.

La population de l'île proteste, et a organisé des manifestations pour que le pays vive et ne soit pas réduit à un lieu de déportation : Linosa abrite quelques centaines de personnes, qui survivent difficilement des produits de leur pêche ; cela ne paraît guère de nature à faire vivre les exilés politiques pourtant tenus, d'après le ju-

gement, de trouver du travail dans les plus brefs délais !

Un appel d'intellectuels français et italiens a été lancé pour dénoncer les internements arbitraires en Italie : une rencontre internationale à Rome a été organisée, une manifestation devait avoir lieu samedi.

Cette opposition qui prend forme provoque, une fois de plus, la colère du PCI, de plus en plus prompt, à proximité du pouvoir, à prendre la défense de l'Etat italien. Un article de *L'Unita* dénonce violemment cet appel et cette manifestation. On y

lit notamment : «C'est un mensonge grotesque. Dans notre pays, il n'y a pas de prisonnier qui n'ait été jugé pour un délit ou accusé d'en avoir commis. Et si quelqu'un est accusé injustement (c'est possible) les lois de la République et les procédures juridiques permettent toute défense.» Là ne s'arrête pas toutefois le zèle des amis de Berlinguer : non contents d'approuver chaudement les atteintes aux libertés démocratiques au nom de la «lutte contre le terrorisme», ils en réclament davantage et flétrissent dans leur propagande «l'incroyable faiblesse de l'Etat italien.»

Chine : réunions de la conférence consultative du peuple chinois et de l'assemblée nationale

Le cinquième comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois s'est réuni le 24 février. La liste des membres de la conférence a été renouvelée. Ulanfu, membre du bureau politique du CC du Parti communiste chinois et responsable du travail de front uni, a déclaré : «La première session du 5^e comité national de la CCPPCC qui va avoir lieu montrera que le front uni

révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans et englobant les partis démocratiques patriotes, les personnalités patriotes ainsi que tous les concitoyens de Taïwan, de Hongkong et de Macao et tous les Chinois d'Outremer qui chérissent la patrie s'est consolidé et s'est développé encore davantage...»

Les membres du comité permanent de la conféren-

ce ont déclaré : «La convocation de la première session du 5^e comité national contribuera à animer les activités de la conférence, à consolider et à développer le front uni révolutionnaire, à renforcer la grande solidarité des diverses nationalités du pays et à mobiliser davantage tous les facteurs positifs dans la lutte solidaire pour la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine, la libération de Taïwan

— territoire sacré de notre pays — et la transformation de la Chine en une puissance socialiste moderne avant la fin du siècle.»

D'autre part, la première session de la 5^e assemblée populaire nationale doit avoir lieu dimanche 26 février. Elle a été préparée par des assemblées provinciales qui se sont tenues ces dernières semaines dans tout le pays.

Elections au Sénégal

LA «DÉMOCRATIE» DE SENGHOR

● Les élections qui se déroulent actuellement au Sénégal voient pour la première fois la participation de plusieurs partis au jeu électoral. En effet, Senghor pense que son parti «socialiste», l'U.P.S. n'est plus capable d'assurer à lui seul un consensus social, surtout dans la mesure où il lui faut envisager de préparer sa succession.

Autoriser plusieurs partis, c'est pour lui, tenter de canaliser le mécontentement des travailleurs et de la jeunesse, c'est enfin réhausser son image internationale : membre de l'Internationale socialiste, il serait le chef d'Etat de la seule véritable démocratie parlementaire en Afrique, la plupart des régimes étant, c'est vrai, des dictatures militaires ou des régimes à parti unique.

Cependant Senghor a voulu appliquer cette démocratisation de manière prudente et homéopathique. Il ne s'agissait pas de donner la liberté d'expression aux travailleurs, aux révolutionnaires. Dans la réforme de la Constitution qu'il a instaurée il n'y a que trois partis qui ont le droit

d'exister : la «social démocratie» (centre gauche), la «démocratie libérale» (centre droit) et le «marxisme-léninisme». Comme il se donnait le droit d'avoir le choix, il a choisi pour son parti, l'UPS, devenu parti socialiste la place du centre gauche, au grand dam du parti concurrent, le PDS de Wade qui voulait ce créneau, mais s'est trouvé rejeté brutalement dans le centre droit de cette géographie politique obligatoire ! Quant à la case «marxiste-léniniste», c'est une aile numériquement faible et légaliste du P.A.I. révisionniste qui l'a obtenue. Un autre parti, le RND de Cheikh Anta Diop n'a pu se faire reconnaître et ne participe donc pas aux

élections. Il est vrai que le rassemblement national démocratique (RND) avait été le seul à demander le départ des 1 200 militaires français de la base de Bovake qui participent à l'agression contre le peuple sahraoui. Senghor avait qualifié les militants de ce parti de «traîtres».

La démocratie représentée par ces élections est donc bien dérisoire. C'est en pensant à différents évènements de l'année dernière qu'il faut juger le régime de Senghor qui, sous des allures débonnaires et humanistes étouffe impitoyablement l'expression et les luttes du peuple. En septembre, Senghor avait montré les limites de la liberté de la presse : Manu Less Dia, directeur du journal satirique *Le Politicien* avait été arrêté pour avoir publié des documents sur la corruption. Il ne devait être libéré qu'en faisant des excuses et en révenant sur

ses accusations.

Mais surtout, il faut se souvenir de la grève des étudiants de Dakar contre le système d'éducation encore très lié à l'impérialisme français, une grève durement réprimée par Senghor au printemps dernier, ainsi que de la grève des cheminots sénégalais. A travers cette grève, les cheminots, refusant le syndicat officiel et la politique de limitation du droit de grève, avaient dénoncé les dépenses de prestige de Senghor. Beaucoup d'entre eux avaient déchiré leur carte du parti gouvernemental. C'est à travers ces luttes des travailleurs du Sénégal que s'affirme la prise de conscience politique du peuple qui ne saura se satisfaire en fin de compte, de la mascarade électorale vide de sens que Senghor lui propose.

J.P. CHAMPAGNY